

21 Juin demande des renseignements.

Ministère
de l'Agriculture
et
du Commerce.

Direction
de l'Agriculture

Bureau
des Subsistances
Bancs d'huîtres
artificiels

Paris, le 14 juin 1848.

République Française

Liberté, Égalité, Fraternité.

Citoyen Préfet, Les délégués du commerce des huîtres ont demandé, dans une pétition adressée au Gouvernement provisoire et renvoyée à mon Département, l'autorisation d'établir sur les côtes de France des bancs d'huîtres artificiels.

Nous sarez, citoyen Préfet, combien l'établissement de bancs d'huîtres sur nos côtes intéresserait non seulement la population maritime, mais encore la marine nationale et le commerce intérieur. Or il résultera des pièces produites par les délégués que le banc de Granville est le seul point de nos cinq cents lieues de côte qui offre, à l'exploitation, des huîtres abondantes et de bonne qualité, que les autres anciens bancs sont aujourd'hui dépeuplés ou à peu près, et que le seul moyen de remédier à ce fléau serait d'établir sur nos côtes des bancs artificiels, semblables à ceux qui paraissent avoir déjà donné des résultats en Angleterre, en Belgique et en Hollande. Il est bien entendu qu'il s'agit d'entreprises particulières pour lesquelles on demande seulement l'autorisation et la protection du Gouvernement.



Le Citoyen Préfet du Morbihan.

J'viens recommander ce projet à votre attention particulière. La question est d'intérêt général et sa solution me paraît d'une haute importance pour le pays. Examinez la régularité, je vous prie; et au même temps que vous me ferez connaître au juste l'état dans lequel se trouve la peche des huîtres sur les côtes de votre Département veuillez me communiquer votre avis sur le sujet des bancs artificiels et sur les mesures de précaution qu'il vous paraîtrait nécessaire d'prendre à ce sujet.

Salut et Fraternité

Le Ministre
de l'Agriculture et du Commerce

Pour le Ministre et pas son ordre

Le Chef de Division de l'Agriculture

Janvier 1862

n° 86

M 9600 = S 2397

Lorient le 14 Juillet 1848

Administration
des
Douanes.

2^e Division

Service Général

Pêche des Huitres.

Enseignements demandés.

N° 29,881

République française.
Liberté, Égalité, Fraternité.

Monsieur le Préfet,

Appelé à donner votre avis sur la demande faite par les délégués du commerce des huîtres, d'établir sur les côtes de France des bancs d'huîtres artificiels, vous avez désiré, sous la date du 21 Juin dernier, que je vous fisse connaître l'état actuel de la pêche de ce coquillage sur le littoral de ma Direction, et les mesures à prendre pour protéger les nouveaux bancs d'huîtres, et pour repeupler les anciens.

Exempté les pilages sublommeuses de Penelan à St Gilbas, de la presqu'île de Quiberon et cela à l'ouest la côte présente sur différents points des bancs d'huîtres, notamment à Penarf, à l'entrée du Morbihan, dans la rivière de la Crinière au Carnac, à Gavres dans la rade de Lorient et à l'embouchure de la rivière de Blavet.

Partout la pêche s'en fait par un très grand nombre d'embarcations dès l'époque où elle est ouverte, et sans égard aux démarcations établies pour chaque année, et souvent elle se pratique en temps prohibé; l'exportation s'en opère

Monsieur le Préfet du Morbihan à Vannes.



considérablement, même par des bâtimens étrangers
aux localités; et il en résulte que cette pêche, qui serait
d'une grande ressource dans le pays, va toujours décroissant
et finira par devenir nulle s'il n'est pris des mesures
pour empêcher qu'elle ne s'effectue en temps et sur les
points prohibés; pour qu'il ne soit pas rapporté par les
pecheurs, des huîtres au dessous de la dimension déterminée,
et pour qu'il soit exercé à cet égard une active surveillance.

Je crois, d'ailleurs, entrer dans vos vues, en vous
adressant une petite brochure due à un capitaine des
Douanes, et qui, ayant pour objet la pêche cotière, traite
tout particulièrement de la pêche des huîtres et des moyens
de la favoriser.

Veuillez agréer l'assurance du dévouement
avec lequel J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Directeur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

Le Directeur des Douanes
J. D. de Régis